

CONSEIL MUNICIPAL DU 6 novembre 2003

18 présents, cinq absents, trois excusés, dont deux pouvoirs.

0. PV du 5 septembre 2003

Adopté à l'unanimité

1. Enquête publique, installations classées (Mme Gloaguen – Confort Meillars)

Le Maire informe l'assemblée que la Préfecture nous fait savoir qu'une enquête publique est ouverte (du 29 septembre au 29 octobre) au vue de régulariser un élevage de 33 000 animaux équivalents volailles de chair (sur 1 200 m²) à la demande de Madame Jeanne Gloaguen, Moulin de Poul Bleïs à Confort Meillars.

Le territoire de la Commune est concerné par 2 parcelles épandues, il appartient à la Mairie d'afficher l'avis au public et au conseil municipal de se prononcer au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête publique.

Un mémoire résumé non technique a été transmis aux conseillers.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, émet un avis favorable au dossier présenté (6 abstention, 14 pour).

2. Enquête d'utilité publique : classement de la voirie communale

Jean-Bernard Yannic, adjoint aux travaux explique au conseil que les routes communales font l'objet de classements différents : Rues, Chemins ruraux (CR), Voies Communales (VC) ... Actuellement, environ 38 km sont classés en voie communale, 57 km en chemins ruraux, et 1,4 Km de rues. Les routes sont toutes entretenues de façon indifférente.

Le bureau municipal propose d'intégrer toutes les routes en voies communales et en Rues, suite à une étude préalable effectuée par la DDE. L'intérêt résulte notamment du fait que certaines dotations d'Etat prennent en compte la longueur des voies communales dans leur calcul. La contrainte pour la commune en est l'obligation d'entretien. La procédure nécessite la mise en place d'une enquête d'utilité publique qui se déroulera a priori entre le 1^{er} et le 17 décembre ; présence en Mairie de l'enquêteur le 17 à 9 heures. L'enquête sera conjointe avec celle prévue pour le déclassement d'une partie de la voirie communale 739 (dont l'entrée est située entre les n° 10 et n°14 de la rue de Quimper), et son aliénation au profit des riverains (décision du conseil municipal du 9 mai 2003).

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour) autorise le Maire à procéder à l'enquête publique.

3. Demande d'occupation du domaine public national (renouvellement)

Le Maire rappelle que la Commune a obtenu l'autorisation d'occuper le domaine public national pour permettre les enrochements pour le comblement d'infractuosités de falaises au lieu-dit le Gorred. Cette autorisation est valable jusqu'au 31 décembre 2003, et il convient de se prononcer sur le renouvellement pour une période de 10 ans.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour), autorise le Maire à signer la demande de renouvellement.

4. Classement sonore des infrastructures de transports terrestres

Le Maire expose le dossier relatif à la lutte contre le bruit. En application de la loi du 31 décembre 1992, les infrastructures routières supportant un trafic moyen journalier annuel supérieur à 5 000 véhicules (...) ont été classées en 5 catégorie (de 1 à 5). La Préfecture organise une réactualisation des classements en fonction des modifications en terme de trafic, de tracé, de vitesse ou de sens de circulation. L'arrêté préfectoral de classement sera publié et devra être intégré au Plan Local d'Urbanisme. Ces éléments serviront à l'information des candidats à la construction. Ils seront ainsi avertis des niveaux sonores auxquels leur projet est susceptible d'être soumis et devront prévoir l'isolement acoustique adéquat, en respectant les normes des arrêtés techniques. Plozévet est concerné pour la RD 784 pour deux tronçons :

L'un débutant Carrefour D2/D784 et finissant Fin section 50 km/h (largeur 30 mètres) ;

L'autre débutant Début section 90 km/h et finissant limite Commune de Plouhinec (largeur 30 mètres).

Par rapport à l'ancien arrêté, il y a une diminution du classement (de catégorie 3 en catégorie 4)

Catégorie de la voie	1	2	3	4	5
Largeur du secteur					
- en tissu ouvert ⁽¹⁾	300 m	250 m	100 m	30 m	10 m
- dans les rues en U ⁽²⁾	100 m	80 m	50 m	30 m	10 m

⁽¹⁾tissu ouvert : routes en zones non bâties ou bordées de bâtiments d'un seul côté ou en zone pavillonnaire non continues

⁽²⁾rue en U : voies urbaines bordées de bâtiments disposés de part et d'autre de façon quasi-continue et d'une certaine hauteur

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour), adopte le projet d'arrêté tel que présenté.

5. Ecole Georges Le Bail – Avenant au contrat de Maîtrise d'œuvre

Le Maire rappelle à l'assemblée les différents éléments du dossier de maîtrise d'œuvre concernant la réhabilitation de l'Ecole Georges Le Bail.

Le coût prévisionnel des travaux de réhabilitation était fixé à 706 000 €HT, basé sur une estimation sommaire. Le marché de maîtrise d'œuvre a été approuvé pour 12.18 % du montant HT des travaux, soit 86 041 €HT (mission de base, EXE partielle, mission SSI, mission OPC).

Le nouveau montant estimatif des travaux a été approuvé le 26 mai 2003 au stade Avant Projet Sommaire (APS), s'établissant à 843 163.66 €HT, soit +19.42 %, les augmentations émanant essentiellement du fait des exigences de sécurité. La Commune a demandé à la SAFI de procéder à une négociation des frais du contrat de maîtrise d'œuvre. La commission d'appel d'offre, réunie le 6 novembre, a statué sur les conditions de l'avenant et a émis un avis favorable pour la passation de l'avenant pour un montant de 11 905.85 €HT.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour) autorise la passation de l'avenant n°1 tel que présenté.

6. Assainissement : projet d'extension

Le Maire propose au conseil municipal de procéder à une extension du réseau d'assainissement rue de Kermao. Il convient de desservir la zone NAC figurant au Plan Local d'Urbanisme comprise entre le n°19 et le n°23 de la rue de Kermao. Un permis de construire a été délivré sur cette zone et une extension du réseau d'assainissement s'avère nécessaire pour desservir cette habitation et permettre le raccordement des constructions futures de la zone NAC.

Pour cette opération, 20 mètres d'extension sont nécessaires, pour un montant HT de 3 185.90 €. Des subventions peuvent être obtenues par le Conseil Général (35 %) et l'agence de l'eau (18 %). Les bénéficiaires seront également redevables de la taxe de raccordement.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, approuve le projet et autorise le Maire à solliciter les subventions.

7. Assainissement : tarifs 2004

Le Maire informe l'assemblée, que la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden n'étant pas encore compétente en assainissement collectif, il convient que les communes concernées votent avant la fin de l'année les tarifs 2004. Suite à la commission assainissement du 25 septembre et au bureau communautaire du 23 octobre, il a été proposé de porter la durée de convergence de 5 à 8 ans. Dès lors, les tarifs suivants pour la commune de Plozévet deviendraient :

Abonnement (par an) :	22,79 €	Participation pour le Raccordement aux Egouts	
Consommation (par m ³) :	0,56 €	(raccordement d'habitations neuves) :	1 719,00 €
		Forfait de raccordement	
		(habitations déjà existantes) :	563,00 €

Le cas particulier de Capitaine COOK fait l'objet d'une convention et n'est par conséquent, pas concerné par cette proposition.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour) décide de fixer les tarifs tels que proposés.

8. Assainissement : Décision modificative

Le Maire expose la demande des services de la Perception, concernant le budget assainissement pour modifier la décision modificative prise par le conseil municipal le 9 mai dernier :

Section Investissement :

Dépenses 001 : +6 017

Recettes 021 : +6 017

Solde de la section d'investissement reporté

Virement de la section d'exploitation

Section Fonctionnement :

Dépenses 002 : -1 898

Dépenses 023 : +6 017

Recettes 002 : +4 119

Fonctionnement reporté

Virement à la section d'investissement

Résultat de fonctionnement reporté

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour), adopte la décision modificative telle que présentée.

9. Achat de terrain (régularisation)

Pierrot Bosser, 1^{er} adjoint, expose au conseil l'historique de la situation et propose de procéder à une régularisation en matière d'échange et d'achat de terrain. Il s'agit des parcelles F 103 et F 104 appartenant à Monsieur Lucas de Poullan/Mer. Le conseil municipal s'est déjà prononcé pour des échanges de terrains, qui n'ont jamais été concrétisés par acte notarié. Aujourd'hui, il importe de régulariser la situation, notamment pour permettre la création d'un parking à proximité de la chapelle de la Trinité.

Le bureau municipal propose d'effectuer un échange entre deux terrains et de conserver une bande de terrain (environ 1 200 m²) au prix de 1.53 €/le m², soit un total de 1 836 €. Les documents d'arpentage restant à la charge de la Commune.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, autorise le Maire à signer les documents s'y référant.

10. Office de Tourisme : classement de structure

Pierrot Bosser, 1^{er} adjoint, explique à l'assemblée le classement des Offices de Tourisme (classés par la Préfecture pour une durée de 5 ans). La procédure est la suivante : Les demandes doivent être présentées, sur proposition de l'office de Tourisme, par le conseil municipal, sous forme de délibération, qui formule la proposition au Préfet. Selon les critères de classement, l'Office de Tourisme de Plozévet demande à maintenir son classement en catégorie une étoile.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour) autorise le Maire à présenter la demande au Préfet.

11. Syndicat des Eaux : changements de statuts

Jean-Bernard Yannic, adjoint aux travaux, explique la démarche du syndicat des eaux de Plozévet, Pouldreuzic, Plovan et Tréogat, qui a décidé lors du comité syndical du 25 juin dernier de procéder à une modification de statuts. Le syndicat souhaite que ses compétences soient :

- l'alimentation en eau potable des communes adhérentes,
- la création, le renouvellement et l'entretien du réseau d'eau ainsi que tout matériel, y compris celui relatif à la protection incendie, dépendant des ouvrages propriétés du syndicat.

Le syndicat des Eaux souhaite également changer sa dénomination et devenir le Syndicat Intercommunal des Eaux de Saint-Ronan.

La procédure exige que les conseils municipaux de chaque commune adhérente se prononcent sur les changements de statuts avant que ceux-ci ne soient transmis en Préfecture pour l'élaboration d'un arrêté préfectoral.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour) adopte les changements de statuts tels que présentés.

12. Questions diverses

- Tarif de la taxe de séjour

Après discussions, il est convenu que le montant de la taxe de séjour sera discuté au préalable en bureau communautaire, afin d'harmoniser les tarifs sur la Communauté. Les tarifs restent pour l'instant inchangés.

- Désignation d'un représentant à la CCHPB pour l'action jeunesse

La CCHPB demande au conseil municipal de bien vouloir désigner un représentant pour siéger aux commissions de l'action jeunesse. Le bureau municipal propose Madame Gaby Peton en qualité de titulaire et Monsieur Jean-Claude Stourm en qualité de suppléant.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour), adopte la proposition.

- Motion Collectif Associations de Jeunesse et d'Education Populaire

Le Maire informe l'assemblée du dossier adressé par le Collectif des Associations Jeunesse et d'Education Populaire du Finistère, concernant les mesures d'économie drastiques, mises en œuvre dès 2003 et programmées dans les budgets 2004. Dénonçant l'offensive libérale contre la vie associative, la marchandisation de domaines concourant au lien social et l'abandon des projets en matière d'enfance et de jeunesse, le Maire propose au conseil de voter un vœu en faveur de l'action engagée par le collectif.

Informations diverses :

- Points sur les dossiers :

Eglise : en concertation avec l'architecte, les délais devraient être raccourcis, fin des travaux en 2005 ;

Salle socioculturelle : le dossier avance, le permis de construire sera prochainement déposé ;

Ecole Georges Le Bail : Les marchés publics devraient être publiés vers le 14 novembre ;

Place de la Mairie : les travaux ont commencé, ils devront être terminés pour le 15 décembre ;

Eoliennes : le dossier est en cours d'instruction pour le permis de construire.

- Jean-Claude Stourm fait le point sur la réunion concernant le cartable électronique au collège, un document est distribué à chaque conseiller. Débat national sur l'Ecole, réunion à Plozévet vers le 15 décembre.

- Gaby Peton fait part des actions menées en concertation avec l'ULAMIR :

journée graffiti le 8 novembre,

réunion information parents/enfants le vendredi 14 novembre à 20 heures 30,

week-end du 28 et 29 novembre : soirée de débat sur l'adolescence et forum sur "à votre santé",

- Gaby Peton informe de la mise en place de l'aide aux devoirs pendant la garderie périscolaire et de mise en place de semaines thématiques au restaurant municipal (semaine du fruit du 10 au 14 novembre). La Banque Alimentaire se déroulera les 28 et 29 novembre.

- Annie Marzin informe que l'association d'étudiants en charge du dossier de préemption avec le Conseil Général interviendra sur la Commune. Le bureau d'étude SERESA, en charge du dossier AOCP-réaménagement du littoral doit également être sur le terrain.

- le 11 novembre : la cérémonie se déroulera à partir de 10 heures 45 devant la Mairie.

- Le Maire signale que quelques voitures ont de nouveau fait l'objet de pneus crevés, une enquête de gendarmerie est en cours.

- Rémy Strullu informe que l'amicale organise une foire aux puces le 10 novembre. Le téléthon se déroulera le week-end du 6 et 7 décembre. Le 23 novembre se tiendra une conférence sur la toponymie sur les villages de Plozévet, ainsi que sur la micro-toponymie des lieux-dits du littoral.

- Pierrot Bosser fait état de l'avancement de l'agenda de la commune.

- La commune a fêté les 100 ans de Madame Vigouroux au foyer logement.